Joseph E. Stiglitz

PRIX NOBEL D'ÉCONOMIE

LE PRIX DE L'INÉGALITÉ

LLL

LES LIENS QUI LIBÈRENT

Le Prix de l'inégalité

J'entends expliquer dans ce livre pourquoi notre système économique ne fonctionne plus pour la grande majorité de la population ; pourquoi l'inégalité s'aggrave à ce point – du jamais vu depuis les années trente – et quelles en sont les véritables conséquences. Mon fil conducteur est clair : l'inégalité a un prix, elle est la cause et la conséquence de la faillite du système politique et elle alimente, dans notre système économique, une instabilité et une inefficacité qui l'aggravent à leur tour. C'est ce cercle vicieux qui nous plonge dans l'abîme.

Mais ce n'est pas tout : puisqu'il est flagrant que notre système économique ne peut rien pour la plupart des citoyens et que nos gouvernements sont globalement sous la coupe des intérêts privés, la confiance dans la démocratie va s'éroder. Et puisque nous comprenons peu à peu que nombre de nos pays ne sont plus ceux de l'égalité des chances et du *fair play*, c'est sans doute notre sentiment de la justice qui est menacé.

J. S.

Selon l'auteur, la situation actuelle n'est cependant pas fatale, elle résulte d'une politique qui a modelé le marché pour qu'il avantage les plus riches. Non content de dénoncer, Stiglitz, dans *Le Prix de l'inégalité*, expose un programme exhaustif qui ouvre une nouvelle voie, celle d'une économie plus dynamique et d'une société plus équitable et égalitaire. Ce livre est sans conteste le plus ambitieux des ouvrages de Joseph Stiglitz.

Lauréat du prix Nobel d'économie Joseph E. Stiglitz est l'auteur de plusieurs best-sellers dont *Le Triomphe de la cupidité*, *La Grande Désillusion*, *Un autre monde*. Il enseigne à l'université de Columbia et vit à New York.



Le prix
de l'inégalité

Joseph E. Stiglitz

Le prix de l'inégalité

Traduit de l'américain par
Françoise et Paul Chemla

LLL LES LIENS QUI LIBÈRENT

Titre original : *The Price of Inequality*
Édité par W.W Norton, New York.

ISBN : 978-2-918597-91-9

À Siobhan et Michael et Edward et Julia,
dans l'espoir qu'ils hériteront
d'un monde et d'un pays moins divisés.



Préface

Il y a des moments dans l'histoire où, dans le monde entier, les peuples se lèvent. Ils disent : *ça ne va pas* – et exigent que ça change. C'est ce qui s'est passé en 1848 et en 1968, et ces années tumultueuses ont, l'une et l'autre, donné le coup d'envoi d'une ère nouvelle. L'année 2011 a peut-être été un nouveau moment de ce genre.

Né en Tunisie, petit pays du littoral nord-africain, le soulèvement de la jeunesse a gagné l'Égypte, puis d'autres pays du Moyen-Orient. Dans certains, l'étincelle des protestations a paru s'éteindre, du moins pour un temps. Mais dans d'autres, de petites manifestations ont fini par provoquer des changements cataclysmiques, qui ont emporté des dictateurs établis de longue date, comme Hosni Moubarak en Égypte et Mouammar Kadhafi en Libye. Bientôt, en Espagne et en Grèce, en Grande-Bretagne et aux États-Unis, dans bien d'autres pays encore, les peuples, pour leurs propres raisons, sont descendus dans la rue.

Tout au long de l'année 2011, j'ai accepté avec joie des invitations en Égypte, en Espagne et en Tunisie. J'ai rencontré les manifestants du parc du Buen Retiro à Madrid, du parc Zuccotti à New York, et j'ai discuté au Caire avec des jeunes gens et des jeunes filles qui avaient tenu la place Tahrir.

Ces conversations me l'ont bien fait comprendre : si les doléances spécifiques différaient d'un pays à l'autre, et si, en particulier, les revendications politiques au Moyen-Orient étaient très différentes de celles qui s'exprimaient en Occident, il y avait des thèmes communs. Tous pensaient qu'à bien des

égards les systèmes économique et politique avaient failli et qu'ils étaient l'un et l'autre fondamentalement injustes.

Les manifestants ont raison : ça ne va pas. L'écart entre ce que nos systèmes économique et politique sont censés faire – ce qu'on nous dit qu'ils font – et ce qu'ils font vraiment est devenu trop grand pour qu'on l'ignore. Dans le monde entier, les États ne s'attaquent pas aux problèmes économiques cruciaux, à commencer par le chômage chronique ; et quand les valeurs universelles d'équité sont sacrifiées sur l'autel de la cupidité de quelques-uns malgré les assertions rhétoriques clamant le contraire, le sentiment d'injustice se mue en sentiment de trahison.

On comprend pourquoi la jeunesse s'est soulevée contre les dictatures de Tunisie et d'Égypte. Les jeunes étaient fatigués de ces dirigeants vieillissants, sclérosés, qui protégeaient leurs intérêts personnels aux dépens du reste de la société. Ils n'avaient aucune possibilité d'exiger le changement par des procédures démocratiques. Mais, dans les démocraties occidentales, la politique électorale a également échoué. Le président des États-Unis Barack Obama a promis « le changement auquel on peut croire », après quoi il a pris des décisions économiques qui, aux yeux de beaucoup d'Américains, semblent être la copie conforme des précédentes.

Pourtant, aux États-Unis et ailleurs, il y a des signes d'espoir chez ces jeunes manifestants, auxquels se sont joints leurs parents, leurs grands-parents et leurs professeurs. Ils ne sont pas révolutionnaires ou anarchistes. Ils ne cherchent pas à renverser le système. Ils croient encore que le processus électoral va *peut-être* fonctionner, pour peu que les gouvernants se souviennent qu'ils ont des comptes à rendre au peuple. Ils descendent dans la rue pour pousser le système à changer.

On connaît le nom choisi par les jeunes manifestants espagnols dans leur mouvement qui a commencé le 15 mai 2011 : « *los indignados* », les indignés. Ils s'indignent que tant de gens souffrent aussi terriblement à cause des méfaits des professionnels de la finance – le taux de chômage des jeunes dépasse 40 % depuis le début de la crise, en 2008. Aux États-Unis, le

mouvement Occupy Wall Street a repris le même discours. Voir tant de citoyens perdre leur maison et leur emploi tandis que les banquiers empochent de grosses primes est d'une injustice révoltante.

Mais dans ce pays les manifestants sont vite allés au-delà de la dénonciation de Wall Street pour cibler l'injustice générale de la société américaine. Et ils ont pris un nouveau nom : « les 99 % ». Ils l'ont choisi par allusion au titre d'un article que j'ai écrit pour la revue *Vanity Fair*, « Of the 1 %, for the 1 %, by the 1 % » [« Du 1 %, pour le 1 %, par le 1 % »] [1] : il décrit l'aggravation massive de l'inégalité aux États-Unis et un système politique visiblement trop à l'écoute des riches[2].

Partout dans le monde, trois grandes idées s'expriment : les marchés ne fonctionnent pas comme ils sont censés le faire, puisqu'ils ne sont à l'évidence ni stables ni efficaces[3] ; le système politique ne corrige pas les échecs du marché ; et les systèmes économique et politique sont fondamentalement injustes. En se concentrant sur l'inégalité excessive qui caractérise aujourd'hui les États-Unis et quelques autres pays industriels avancés, ce livre explique le lien étroit entre ces trois idées : l'inégalité est la cause et la conséquence de la faillite du système politique, et elle alimente dans notre système économique une instabilité qui l'aggrave à son tour. C'est ce cercle vicieux qui nous a plongés dans l'abîme, et nous ne pourrons en sortir que par les politiques concertées que j'évoque plus loin.

Avant de focaliser notre attention sur l'inégalité, je voudrais planter le décor, en évoquant les échecs généraux de notre système économique.

L'échec des marchés

C'est clair : les marchés ne fonctionnent pas comme le prétendent leurs partisans. On les dit stables. La crise financière mondiale a montré qu'ils peuvent être très instables, avec des

conséquences dévastatrices. Les banquiers avaient fait des paris qui, sans le secours de l'État, les auraient mis à terre, et avec eux toute l'économie. Mais l'examen attentif du *système* prouve que ce n'était pas un accident : ils ont été incités à se comporter ainsi.

On dit que la grande vertu du marché est son efficacité. Mais le marché, de toute évidence, *n'est pas efficace*. La loi la plus fondamentale de la science économique – nécessaire pour que l'économie soit efficace –, c'est l'égalité de l'offre et de la demande. Or nous avons un monde où il y a d'immenses besoins non satisfaits : les investissements qu'il faut faire pour sortir les pauvres de la pauvreté, pour promouvoir le développement dans les pays moins avancés d'Afrique et d'autres continents, pour rééquiper l'économie mondiale face aux défis du réchauffement de la planète. En même temps, nous avons d'immenses ressources sous-utilisées : des travailleurs et des machines au repos, ou qui ne produisent pas à hauteur de leur potentiel. Le chômage – l'incapacité du marché à créer des emplois pour tant de citoyens – est le pire échec du marché, la plus grande source d'inefficacité et une cause majeure de l'inégalité.

En mars 2012, environ 24 millions d'Américains qui souhaitaient un emploi à temps complet n'en trouvaient pas[4].

Aux États-Unis, nous chassons de leur logement des millions de personnes. Nous avons des maisons vides et des sans-abri.

Mais, dès avant la crise, l'économie américaine ne tenait pas ses promesses : s'il y avait croissance du PIB, *la plupart des citoyens voyaient leur niveau de vie s'éroder*. Nous le montrerons au chapitre 1 : avant même le début de la récession, la grande majorité des familles américaines gagnaient moins, en termes réels, que dix ans plus tôt. L'Amérique avait créé une machine économique merveilleuse mais qui, manifestement, ne travaillait qu'au profit de « ceux d'en haut ».

L'enjeu est énorme

Ce livre entend expliquer pourquoi notre système économique ne fonctionne plus pour la grande majorité de la population, pourquoi l'inégalité s'aggrave à ce point et quelles en sont les conséquences. Son fil conducteur est clair : l'inégalité nous coûte très cher. Le prix de l'inégalité, c'est la détérioration de l'économie, qui devient moins stable et moins efficace, avec moins de croissance, et la subversion de la démocratie. Mais ce n'est pas tout : puisqu'il est flagrant que notre système économique ne peut rien pour la plupart des citoyens et que notre système politique est sous la coupe des intérêts d'argent, la confiance dans notre démocratie et dans notre économie de marché va s'éroder, et avec elle notre influence mondiale. Et puisque nous comprenons peu à peu que nous ne sommes plus un pays d'égalité des chances, que même notre état de droit et notre système judiciaire, dont nous étions si fiers, ont été altérés, c'est peut-être notre sentiment d'identité nationale qui est menacé.

Dans certains pays, Occupy Wall Street est devenu un très proche allié du mouvement qui combat la mondialisation. Les deux ont bel et bien une démarche commune : ça ne va pas, mais le changement est possible. Toutefois, ce n'est pas la mondialisation qui est mauvaise ou perverse. Le problème, c'est que les États la gèrent très mal – essentiellement au profit d'intérêts particuliers. Interconnecter les peuples, les pays et les économies autour du globe peut être aussi efficace pour stimuler la prospérité que pour répandre la cupidité et la misère. C'est vrai aussi de l'économie de marché : le pouvoir des marchés est énorme, mais ils n'ont pas de profil moral intrinsèque. À nous de décider comment les gérer. Sous leur meilleur jour, ils ont joué un rôle crucial dans les stupéfiants progrès de productivité et de niveau de vie accomplis depuis deux cents ans – de loin supérieurs à ceux des deux millénaires précédents. Mais l'État aussi y a éminemment contribué, ce

que les champions du marché se gardent bien en général de reconnaître. Sous leur autre profil, les marchés peuvent également concentrer la richesse, se défausser des coûts environnementaux sur la société, exploiter les travailleurs et tromper les consommateurs. Pour toutes ces raisons, la cause est entendue : il faut les dompter et les tempérer afin de les mettre au service de la grande majorité. Et le faire de façon répétée, pour les maintenir dans le droit chemin. Aux États-Unis, c'est ce qui s'est produit pendant l'Ère progressiste, avec le vote des premières lois de défense de la concurrence*. C'est ce qui s'est fait sous le New Deal, avec l'adoption des lois sur les retraites, l'emploi et le salaire minimum. Aujourd'hui, il faut à nouveau dompter et tempérer les marchés. Tel est le message d'Occupy Wall Street et de tant d'autres manifestants de par le monde. Si nous ne le faisons pas, notre inaction aura de graves conséquences : dans une démocratie digne de ce nom, où les simples citoyens font entendre leur voix, nous ne pourrons pas maintenir une économie de marché ouverte et mondialisée, du moins telle que nous la connaissons, si année après année elle appauvrit ces citoyens. L'une ou l'autre devra céder : notre politique ou notre économie.

Inégalité et injustice

Même quand ils sont stables, les marchés aboutissent souvent à une forte inégalité qui paraît injuste à beaucoup. Des recherches récentes en économie et en psychologie (évoquées au chapitre 6) ont démontré l'importance que les gens attachent à l'équité. Ce qui a motivé les manifestations dans le monde, c'est avant tout le sentiment que les systèmes économique et politique sont injustes. En Tunisie, en Égypte et

---

* Allusion à la législation anti-trust, dont le premier grand texte, le Sherman Anti-Trust Act, est voté en 1890. L'Ère progressiste est la période qui va des années 1890 au début des années 1920. [*Les notes de bas de page sont des traducteurs.*]

dans d'autres pays du Moyen-Orient, le problème n'était pas seulement la difficulté à trouver du travail : les emplois existants étaient pour ceux qui avaient des relations.

Aux États-Unis et en Europe, les choses semblent se passer plus équitablement. Ce n'est qu'une impression. Certes, les mieux placés pour avoir de bons postes sont ceux qui sortent des meilleures écoles avec les meilleurs diplômes. Mais les dés sont pipés : les parents aisés envoient leurs enfants dans les meilleures écoles maternelles, les meilleures écoles primaires, les meilleurs lycées, et ces élèves ont donc beaucoup plus de chances d'être admis dans les universités les plus cotées.

La population américaine a compris que les manifestants d'Occupy Wall Street défendent *ses* valeurs ; c'est pourquoi, même si les effectifs des contestataires sont relativement faibles, les deux tiers des Américains les soutiennent. Si l'on en doutait, les 300 000 signatures réunies par les manifestants presque du jour au lendemain pour maintenir en vie leur mouvement lorsque le maire de New York, Michael Bloomberg, a laissé entendre pour la première fois qu'il allait fermer leur camp dans Zuccotti Park, tout près de Wall Street, ont montré que cet appui est réel[5]. Et il ne vient pas seulement des pauvres et des mécontents. La police a peut-être été excessivement dure avec les contestataires à Oakland – les 30 000 personnes qui se sont jointes aux manifestations le lendemain de la destruction violente de leur camp dans le centre-ville semblaient le penser –, mais il est de notoriété publique que certains policiers eux-mêmes ont exprimé leur soutien aux manifestants.

La crise financière suscite une nouvelle prise de conscience : on comprend que notre système économique n'est pas seulement inefficace et instable, mais aussi fondamentalement injuste. De fait, après la crise (et la façon dont les administrations Bush et Obama y ont réagi), c'est, selon un récent sondage, ce que pensent près de la moitié des Américains[6]. Ils considèrent à juste titre comme des injustices flagrantes que de nombreux professionnels de la finance (pour faire court, je les appellerai souvent « les banquiers ») soient sortis de cet

épisode avec des primes démesurées, tandis que les victimes de la crise provoquée par leurs agissements en sont sortis chômeurs ; que l'État ait renfloué les banques mais rechigne à prolonger les indemnités de chômage de ceux qui, sans avoir commis aucune faute, ne parviennent pas à trouver d'emploi après plusieurs mois[7] ; et qu'il n'accorde aucune aide, ou de pure forme, aux millions de personnes qui perdent leur maison. Ce qui s'est passé dans la crise l'a clairement montré : *ce n'est pas* la contribution à la société qui détermine l'importance relative des rémunérations. Les banquiers sont richement rétribués alors que leur contribution à la société – et même à leur entreprise – a été *négative*. L'enrichissement des élites et des banquiers n'a qu'une seule source : ils peuvent et veulent profiter des autres.

Si une forme de justice est profondément ancrée dans les valeurs américaines, c'est l'équité dans les chances de succès. L'Amérique s'est toujours pensée comme un pays d'*égalité des chances*. Les récits d'Horatio Alger, dans lesquels des personnages partent du bas de l'échelle et parviennent à la gravir jusqu'au sommet, font partie du folklore américain. Mais, comme nous le verrons au chapitre 1, le rêve américain, qui voit dans les États-Unis une terre d'ascension sociale, porte de mieux en mieux son nom : c'est bien un rêve, un mythe, nourri d'anecdotes et d'histoires mais non confirmé par les chiffres. On a moins de chances de gravir l'échelle aux États-Unis que dans les autres pays industriels avancés.

Un mythe apparenté – des haillons aux milliards en trois générations – suggérait que les riches devaient travailler dur pour le rester, faute de quoi ils allaient vite dégringoler (eux ou leurs descendants). Mais là encore, comme le montrera avec précision le chapitre 1, c'est bien un mythe : selon toutes probabilités, les enfants nés en haut y resteront.

Au fond, aux États-Unis et dans le monde, les jeunes manifestants prennent au sérieux ce que leur ont dit leurs parents et leurs élus – comme l'ont fait les jeunes Américains d'il y a cinquante ans au sein du mouvement pour les droits civiques. À cette époque, les jeunes ont examiné à la lumière

des valeurs d'*égalité*, d'*équité* et de *justice* le traitement réservé par le pays aux Afro-Américains, et ils ont constaté que la politique nationale était loin du compte. Aujourd'hui, ils examinent à la lumière des mêmes valeurs notre système économique et judiciaire et constatent qu'il est loin du compte pour les Américains pauvres et de classe moyenne – pas seulement pour les minorités, mais pour la *grande majorité* des Américains de toutes origines.

Si le président Obama et la justice américaine avaient jugé « coupables » de certains méfaits ceux qui ont conduit l'économie au bord du gouffre, peut-être aurait-on pu dire que le système fonctionnait. On aurait eu au moins le sentiment que chacun avait des comptes à rendre. Mais ceux qu'il fallait condamner n'ont souvent même pas été inculpés, et quand ils l'ont été on les a généralement innocentés, ou du moins on ne les a pas sanctionnés. Quelques rares condamnations ont été ensuite prononcées dans le secteur des fonds spéculatifs, pour délit d'initié, mais c'est un à-côté, presque une diversion. Ce ne sont pas les fonds spéculatifs qui ont provoqué la crise, ce sont les banques. Et les banquiers sont ressortis libres, presque jusqu'au dernier.

Si nul n'a de compte à rendre, si nul ne peut être personnellement *blâmé* pour ce qui s'est passé, c'est le système économique et politique qui pose problème.

De la cohésion sociale à la guerre des classes

« Nous sommes les 99 % » : ce slogan marque peut-être un grand tournant dans le débat sur l'inégalité aux États-Unis. Les Américains ont toujours fui l'analyse de classe ; nous aimions penser l'Amérique comme un pays de classe moyenne, et cette conviction contribuait à nous souder. Il ne devait y avoir aucun clivage entre la classe supérieure et la classe inférieure, entre bourgeois et ouvriers[8]. Mais si nous entendions par « société de classes » une société où les chances d'ascension sociale des

moins favorisés sont minces, l'Amérique est peut-être devenue une société de classes encore plus typique que la vieille Europe, et nos clivages sont aujourd'hui encore plus nets que les siens[9]. Ceux qui s'appellent « les 99 % » perpétuent la tradition « nous sommes tous de classe moyenne », mais avec une petite modification : ils comprennent que nous ne sommes pas tous en train de nous élever ensemble. Nous, l'immense majorité, nous sommes en train de souffrir ensemble, et la pointe du sommet – le 1 % – vit tout autrement. L'expression « les 99 % » constitue une tentative pour forger une nouvelle coalition – un nouveau sentiment d'identité nationale, qui ne repose plus sur la fiction d'une classe moyenne universelle, mais sur la réalité des clivages concrets de notre économie et de notre société.

Pendant des années, les plus riches avaient conclu un marché avec tous les autres : nous vous donnons les emplois et la prospérité, et vous nous laissez emporter nos bonus. Vous aurez tous une part, même si la nôtre est plus grande. Mais, aujourd'hui, cet accord tacite entre les riches et les autres, qui a toujours été fragile, est rompu. Le 1 % emporte toujours la richesse mais ne donne rien aux 99 %, sauf l'angoisse et l'insécurité. La majorité des Américains ne tirent aucun bénéfice de la croissance du pays.

Notre économie de marché érode-t-elle nos valeurs fondamentales ?

Ce livre se concentre sur l'égalité et l'équité, mais notre système mine aussi une autre valeur fondamentale : le *fair play*. Le sens des valeurs de base aurait dû inspirer un sentiment de culpabilité à ceux qui pratiquaient le crédit prédateur, distribuaient aux pauvres des prêts-bombes à retardement, ou concevaient des « programmes » permettant de surfacturer les découverts bancaires à hauteur de plusieurs milliards de dollars. Il est remarquable qu'ils aient été – et

restent – si peu nombreux à se sentir coupables, et que ceux qui ont tenté de nous alerter aient été si rares. Quand une fin, gagner plus, justifie des moyens qui, dans la crise américaine des *subprimes*, consistaient à exploiter les plus pauvres et les moins instruits d'entre nous, c'est qu'un accident grave est arrivé à notre sens moral[10].

Une seule expression peut décrire ce qui s'est passé : « perte des repères ». Dans le secteur financier et dans bien d'autres secteurs, la boussole éthique de très nombreux professionnels s'est déréglée. Quand le changement des normes d'une société fait perdre leur cap moral à tant de gens, cela en dit long sur cette société.

Le capitalisme transforme ceux qu'il prend dans ses filets. Les éléments brillantissimes qui vont travailler à Wall Street ressemblent à la plupart des Américains, sauf qu'ils ont mieux réussi à l'école. Leurs premiers rêves – faire une découverte qui sauvera des vies, créer une industrie nouvelle, aider les pauvres à s'extraire de la pauvreté –, ils les remettent à plus tard quand ils voient à leur portée des salaires qui semblent inimaginables, souvent en échange d'un travail qui (en nombre d'heures) le paraît aussi. Mais ensuite, bien des fois, il se passe quelque chose : leurs rêves ne sont plus différés ; ils les ont oubliés[11].

Donc, ne nous étonnons pas que la liste des doléances contre les entreprises (et pas seulement les sociétés financières) soit longue et ancienne. Les compagnies du tabac, par exemple, ont furtivement rendu plus addictifs leurs produits dangereux tout en s'efforçant de persuader les Américains qu'il n'y avait aucune « preuve scientifique » de nocivité, alors que leurs dossiers internes en regorgeaient. Exxon a beaucoup dépensé pour tenter de convaincre la population que les preuves du réchauffement de la planète étaient fragiles, alors que la National Academy of Sciences s'est jointe à toutes les autres autorités scientifiques nationales pour certifier qu'elles étaient fortes. Et, tandis que l'économie titubait encore sous le choc des méfaits du secteur financier, la fuite de pétrole de BP a illustré un autre type de comportement peu scrupuleux des entreprises : la négligence dans le

forage a compromis l'environnement et menacé l'emploi des milliers de personnes qui vivent de la pêche et du tourisme autour du golfe du Mexique.

Si les marchés avaient tenu leur promesse d'améliorer le niveau de vie de la majorité des citoyens, tous les péchés des entreprises – injustices sociales flagrantes, insultes à notre environnement, exploitation des pauvres – leur auraient peut-être été pardonnés. Mais aux jeunes « indignés » et manifestants de partout le capitalisme ne donne pas ce qu'il a promis, et donne ce qu'il n'a pas promis : l'inégalité, la pollution, le chômage et – *c'est le plus important* – la dégradation des valeurs jusqu'au niveau où tout est acceptable et où personne n'est responsable.

L'échec du système politique

La faillite du système politique est aussi flagrante que celle du système économique. Compte tenu du niveau du chômage des jeunes dans le monde entier – près de 50 % en Espagne et 18 % aux États-Unis[12] –, le plus surprenant n'est pas que les manifestations aient éclaté, mais qu'elles aient mis si longtemps à le faire. Les chômeurs, dont font partie des jeunes au parcours irréprochable qui ont étudié avec ardeur (« qui ont respecté les règles », comme aiment à dire certains élus), se retrouvent face à un choix brutal : rester au chômage ou accepter un emploi très inférieur à leurs qualifications. Et dans bien des cas ils n'ont même pas ce choix : il n'y a pas d'emploi, depuis des années.

Voici l'une des interprétations possibles du long retard des manifestations. Au lendemain immédiat de la crise, on a mis ses espoirs dans la démocratie, on a fait confiance au système politique : il allait fonctionner, faire rendre gorge aux fauteurs de crise, et remettre au plus vite en état le système économique. Mais, des années après l'éclatement de la bulle, on a fini par comprendre que notre système politique avait

échoué, tout comme il n'avait pas su prévenir la crise, enrayer la montée de l'inégalité, protéger les plus faibles, empêcher les abus des entreprises. C'est alors que les manifestants sont descendus dans la rue.

Les Américains, les Européens et les peuples des autres démocraties du monde sont très fiers de leurs institutions démocratiques. Mais les manifestants demandent : est-ce une démocratie *réelle* ? Une démocratie réelle ne se résume pas au droit de voter tous les deux ou quatre ans. Il faut que les choix aient du sens ; que les élus écoutent la voix des citoyens. Or, de plus en plus, et tout particulièrement aux États-Unis, le système politique paraît préférer le principe « un dollar, une voix » au principe « une personne, une voix ». Loin de corriger les échecs du marché, il les aggrave.

Les élus font des discours sur ce qui arrive à nos valeurs et à notre société, après quoi ils nomment à de hautes fonctions les PDG et autres dirigeants qui tenaient la barre du secteur financier quand il a manqué à tous ses devoirs. On ne pouvait s'attendre à voir les architectes du système dysfonctionnel le reconstruire pour qu'il fonctionne, notamment au profit de la majorité – et ils ne l'ont pas fait.

L'échec politique et l'échec économique sont liés et se renforcent mutuellement. Un système politique qui amplifie la voix des plus fortunés offre d'amples possibilités de concevoir les lois et les réglementations – et leur mise en œuvre – d'une façon qui ne protège pas les simples citoyens contre les agissements des riches, ou qui enrichit ces derniers encore davantage aux dépens du reste de la société.

Ce constat m'amène à l'une des thèses centrales de ce livre : si des forces économiques sous-jacentes ont pu jouer, c'est la politique qui a modelé le marché, et elle l'a fait pour le conduire à favoriser le haut aux dépens du reste. Tout système économique doit avoir des règles et des règlements ; il opère nécessairement au sein d'un cadre juridique. Les cadres peuvent être très différents, et chacun a un impact sur la répartition comme sur la croissance, l'efficacité et la stabilité. L'élite économique a fait pression pour obtenir un cadre juridique

qui œuvre à son profit au détriment des autres, mais ce système économique n'est ni efficace ni juste. Je montrerai que toutes les grandes décisions que nous prenons en tant que nation – de notre budget à notre politique monétaire, et même à notre système judiciaire – reflètent notre inégalité, la perpétuent et l'aggravent[13].

Puisque le système politique est si sensible aux intérêts d'argent, la montée de l'inégalité économique aboutit à un déséquilibre croissant du pouvoir politique, dans une connexion perverse entre politique et économie. Et, conjointement, les deux façonnent (et sont façonnés par) des forces sociales – des mœurs et des institutions – qui contribuent à renforcer l'essor de l'inégalité.

Ce que veulent les manifestants et ce qu'ils font

Plus peut-être que la plupart des élus, les manifestants ont compris ce qui se passe. À un niveau, ce qu'ils demandent est très modeste : une chance d'utiliser leurs compétences, le droit au travail décent pour un salaire décent, une économie et une société plus justes, qui les traitent dignement. En Europe et aux États-Unis, cela revient à réclamer une évolution, pas une révolution. Mais, à un autre niveau, ce que demandent les manifestants est énorme : une démocratie où c'est le peuple qui compte, pas les dollars ; et une économie de marché qui apporte ce qu'elle est censée apporter. Les deux revendications sont liées. Les marchés sans entraves, on l'a vu, fonctionnent mal. Pour qu'ils opèrent comme il faut, l'État doit les réglementer comme il convient. Et, pour qu'il le fasse, nous devons avoir une démocratie qui reflète l'intérêt général – pas les intérêts particuliers ou ceux des riches.

On a reproché aux manifestants de ne pas avoir de programme, mais c'est ne rien comprendre à ce qu'est un mouvement de protestation. Ils expriment le mécontentement que

leur inspirent le système politique et même, dans les pays où il y a des élections, le processus électoral. Ils sonnent l'alarme.

Ils ont déjà fait beaucoup : des instituts de réflexion, des organismes publics et des médias ont confirmé leurs allégations – non seulement les échecs du marché, mais aussi le niveau élevé et *injustifiable* de l'inégalité. L'expression « nous sommes les 99 % » est entrée dans la conscience populaire. Nul ne peut dire avec certitude où vont mener ces mouvements. Mais une chose est sûre : ces jeunes manifestants ont déjà changé le discours public et la pensée des citoyens comme des élus.

Pour conclure

Dans les semaines qui ont suivi les soulèvements en Tunisie et en Égypte, j'ai écrit ces lignes (en ébauchant mon futur article pour *Vanity Fair*) :

> En regardant l'ardeur populaire dans ces rues, demandons-nous : à quand le tour de l'Amérique ? À bien des égards, nous voici devenus semblables à l'un de ces tumultueux pays lointains. Notamment par la chape de plomb qu'une infime pellicule, au plus haut – le 1 % le plus fortuné de la population –, fait peser sur pratiquement tout.

Les manifestations n'ont mis que quelques mois à atteindre nos côtes.

Ce livre tente d'étudier en profondeur un aspect de ce qui est arrivé aux États-Unis : comment nous sommes devenus une société à ce point inégalitaire, où les possibilités d'ascension ont à ce point diminué, et quelles en sont les conséquences probables.

La situation que je décris est sombre : nous commençons à peine à comprendre combien notre pays s'est écarté de nos aspirations. Mais mon message apporte aussi l'espoir. Il y a d'autres cadres de pensée possibles, qui serviront mieux

l'économie dans son ensemble, et surtout l'immense majorité des citoyens. Ils consistent notamment à mieux équilibrer les marchés et l'État – comme nous y incitent la théorie économique moderne et l'expérience historique[14]. Dans ces cadres différents, l'un des rôles de l'État est de redistribuer le revenu, notamment quand les mécanismes du marché aboutissent à un résultat trop discordant.

Les adversaires de la redistribution suggèrent parfois qu'elle coûte trop cher : les désincitations seraient trop fortes, et les gains des pauvres et des classes moyennes seraient inférieurs aux pertes des riches. Nous pourrions avoir davantage d'égalité, dit-on volontiers à droite, mais au prix prohibitif d'un ralentissement de la croissance et d'une baisse du PIB. La réalité est diamétralement opposée : nous avons un système qui œuvre nuit et jour à faire passer l'argent du bas et du milieu vers le haut de l'échelle, mais il est si inefficace que les gains des riches sont très inférieurs aux pertes des classes moyennes et des défavorisés. Nous payons très cher la démesure et l'aggravation de notre inégalité : par un ralentissement de la croissance et une baisse du PIB, mais aussi par une instabilité toujours plus forte. Sans parler des autres prix à payer : l'affaiblissement de la démocratie, le sentiment d'injustice et même, je l'ai dit, la remise en cause de notre identité.

Avertissement terminologique

Je tiens à ajouter quelques remarques préliminaires. Pour évoquer la puissance économique et politique des riches, j'emploie souvent l'expression « le 1 % », mais pas toujours au sens strict. Dans certains cas, je pense en réalité à un groupe beaucoup plus réduit – le dixième supérieur du 1 % ; dans d'autres, par exemple au sujet de l'accès aux meilleures universités, il s'agit d'une catégorie un peu plus large, peut-être les 5 % ou les 10 % supérieurs.

Certains lecteurs jugeront peut-être que je parle trop des banquiers et des grands PDG, de la crise financière de 2008 et de ses suites, alors que les problèmes d'inégalité en Amérique, comme je vais l'expliquer, sont beaucoup plus anciens. Je ne le fais pas pour la seule raison que l'opinion publique a pris les premiers en grippe. Ils sont la meilleure illustration du dérapage. L'inégalité, c'est d'abord une petite élite largement composée de financiers et de PDG. Mais ce n'est pas tout : ces dirigeants ont contribué à nous donner une certaine idée de la bonne politique économique, et, tant que nous n'aurons pas compris pourquoi cette idée est fausse – et sert trop souvent *leurs intérêts à eux* aux dépens des autres –, nous ne pourrons pas reformuler les politiques afin d'avoir une économie plus équitable, plus efficace et plus dynamique.

Tout livre destiné à un large public, comme celui-ci, généralise davantage que ne le ferait un ouvrage scientifique truffé de distinctions fines et de notes. Je m'en excuse d'avance et renvoie le lecteur aux travaux que je cite dans le nombre limité de notes que m'a autorisé mon éditeur. Je tiens aussi à souligner qu'en fustigeant « les banquiers » je simplifie trop : une très grande part des financiers que je connais seraient d'accord avec beaucoup de mes propos. Certains ont combattu les pratiques abusives et le crédit prédateur. Certains ont voulu mettre un terme à l'excès de risque. Certains pensaient que les banques devaient se concentrer sur leurs métiers de base. Il y a d'ailleurs plusieurs banques qui l'ont fait. Mais il est clair que la plupart des grands décideurs ne l'ont pas fait : avant comme après la crise, les sociétés financières les plus importantes et les plus influentes ont eu des comportements qu'on peut à bon droit critiquer, et il faut bien que quelqu'un en soit responsable. Lorsque je fustige « les banquiers », je parle de *ceux* qui ont décidé, par exemple, de mener des activités frauduleuses et immorales et qui ont créé au sein de leurs banques une culture propre à les faciliter.

Dettes intellectuelles

Un livre comme celui-ci se fonde sur les travaux théoriques et empiriques de centaines de chercheurs. Il n'est pas facile de réunir les données descriptives sur l'évolution de l'inégalité, ni d'en interpréter les causes. Pourquoi cet énorme enrichissement des riches, cette perte de substance des couches moyennes, cette augmentation des effectifs des pauvres ?

Je reconnaîtrai certaines de mes dettes au fil des notes des chapitres qui suivent, mais je serais impardonnable de ne pas mentionner le minutieux travail accompli par Emmanuel Saez et Thomas Piketty, ou celui qu'a effectué sur plus de quatre décennies l'un de mes premiers coauteurs, Sir Anthony B. Atkinson. Puisque l'imbrication de la politique et de l'économie est au cœur de ma thèse, je dois sortir de la science économique au sens strict. Dans son livre de 1995 *Golden Rule : The Investment Theory of Party Competition and the Logic of Money-Driven Political Systems* [L'or gouverne : la théorie de l'investissement dans la concurrence entre les partis et la logique des systèmes politiques dynamisés par l'argent], Thomas Ferguson, mon collègue du Roosevelt Institute, a été l'un des premiers à explorer avec rigueur l'énigme fondamentale : pourquoi, dans les démocraties fondées sur le principe « une personne, une voix », l'argent a manifestement tant d'importance.

Le lien entre politique et inégalité est devenu, sans surprise, un thème central de nombreux écrits récents. En un sens, mon livre reprend la question là où la laisse l'excellent ouvrage de Jacob S. Hacker et Paul Pierson, *Winner-Take-All Politics : How Washington Made the Rich Richer – And Turned Its Back on the Middle Class*[15] [La politique « le gagnant rafle tout » : comment Washington a enrichi les riches – et tourné le dos à la classe moyenne]. Ses auteurs sont politologues. Je suis économiste. Nous nous attaquons à la même question : comment expliquer que l'inégalité soit si forte et continue à

s'aggraver aux États-Unis ? Je la pose en ces termes : comment concilier ce qui se passe avec la théorie économique admise ? Et, bien que nous abordions le problème à travers le filtre de deux disciplines différentes, nous parvenons à la même réponse. Pour paraphraser le président Clinton : « C'est la politique, idiot* ! » L'argent parle en politique comme il parle sur le marché. C'est d'ailleurs depuis longtemps une évidence, qui a inspiré toute une série de livres, tel celui de Lawrence Lessig, *Republic, Lost : How Money Corrupts Congress – And a Plan to Stop It*[16] [La République, perdue : comment l'argent corrompt le Congrès – et un plan pour l'arrêter]. On voit clairement aussi que la montée de l'inégalité a un impact majeur sur notre démocratie, étudié dans des ouvrages tels que *Unequal Democracy : The Political Economy of the New Gilded Age*[17] [Démocratie inégalitaire : l'économie politique du Nouvel Âge doré**], de Larry Bartels, et *Polarized America : The Dance of Ideology and Unequal Riches*[18] [L'Amérique polarisée : la danse de l'idéologie et de l'inégalité des fortunes], de Nolan McCarty, Keith T. Poole et Howard Rosenthal.

Mais comment et pourquoi l'argent exerce-t-il un tel pouvoir dans une démocratie où chacun a une voix – et où l'immense majorité des électeurs, par définition, ne font pas partie du 1 % ? Cela reste un mystère, sur lequel j'espère que ce livre pourra jeter quelque lumière[19]. J'essaie surtout d'éclairer la connexion entre économie et politique. S'il est aujourd'hui évident que l'aggravation de l'inégalité a été mauvaise pour notre politique (comme le prouvent tous les livres que je viens de citer), je montrerai qu'elle est aussi *très* mauvaise pour notre économie.

---

* Pendant la campagne présidentielle de 1992, le slogan officieux de Bill Clinton (censé expliquer à son adversaire, le président sortant George H.W. Bush, pourquoi il ne serait pas réélu en ces temps de récession malgré ses succès en politique étrangère) était : « C'est l'économie, idiot ! »

** L'Âge doré est, dans l'histoire des États-Unis, la période qui suit la guerre de Sécession et précède l'Ère progressiste : il voit l'ascension des grands industriels et financiers monopolistes que l'on surnommera les « barons voleurs ».

Quelques remarques personnelles

Avec ce livre, je reviens au sujet qui m'a attiré vers l'économie il y a un demi-siècle. Au départ, ma spécialité à Amherst College était la physique. J'aimais l'élégance des théories mathématiques qui décrivent notre monde. Mais mon cœur était ailleurs, dans les bouleversements économiques et sociaux de l'époque, le mouvement pour les droits civiques aux États-Unis et le combat pour le développement et contre le colonialisme dans ce qu'on appelait alors le Tiers Monde. Ces aspirations venaient en partie de mon enfance : j'ai grandi dans le cœur industriel de l'Amérique, à Gary (Indiana), où j'ai été directement témoin de l'inégalité, de la discrimination, du chômage et des récessions. À dix ans, je me demandais pourquoi, dans ce pays qui semblait si prospère, l'aimable dame qui s'occupait de moi une grande partie de la journée avait arrêté ses études en sixième, et pourquoi elle s'occupait de moi plutôt que de ses propres enfants. À une époque où la plupart des Américains pensaient l'économie comme la science de l'argent, je semblais assez peu fait pour devenir économiste. Ma famille était engagée politiquement ; l'argent, me disait-on, n'avait pas d'importance ; il n'achèterait jamais le bonheur ; l'important était de servir les autres et la vie de l'esprit. Mais, dans le tumulte des années 1960, quand j'ai été exposé aux idées nouvelles à Amherst, j'ai compris que l'économie ne se résumait pas à l'étude de l'argent ; c'était une forme d'enquête qui pouvait porter sur les causes fondamentales de l'injustice, et je pourrais lui consacrer efficacement mon goût des théories mathématiques.

Le sujet majeur de ma thèse de doctorat au MIT a été l'inégalité, son évolution au fil du temps et ses conséquences pour la situation macroéconomique, notamment la croissance. J'ai pris certains postulats standard (du modèle dit « néoclassique ») et j'ai montré que, dans le cadre de ces postulats, il y a une convergence générale vers l'égalité[20]. Manifestement, quelque

chose ne tourne pas rond dans le modèle standard – c'était déjà clair pour moi qui avais grandi à Gary : un modèle qui affirme que l'économie est efficace et qu'il n'existe ni chômage ni discrimination pose problème. J'avais conscience que le modèle standard ne décrit pas correctement le monde où nous vivons, et c'est pour cela que je suis parti en quête d'autres modèles, où les imperfections du marché, notamment les imperfections de l'information et les « irrationalités », allaient jouer un rôle si important[21]. Par une ironie de l'histoire, tandis que ces idées se développaient et devenaient courantes auprès d'une partie des économistes, la thèse opposée – les marchés fonctionnent bien, ou le feront si l'État s'abstient de toute ingérence – s'imposait dans le discours public. Comme plusieurs de mes ouvrages précédents, ce livre est une tentative pour rétablir la vérité.

